

Normes sociales, droit du travail et Mondialisation

Confrontations et mutations

Dalloz, collection A droit ouvert, Paris, septembre 2006

Marie-Ange Moreau

Introduction

Chapitre préliminaire : Les caractéristiques de la mondialisation et sa dimension sociale : esquisse du cadre général d'analyse

- 1 **Les principales caractéristiques de la mondialisation et leur impact sur les relations de travail**
 - 1-1 **La phase actuelle de la mondialisation et ses conséquences sur les normes sociales**
 - 1-1-1 La configuration inter- nationale est la première grande étape de la mondialisation.
 - 1-1-2 La seconde configuration est la configuration multinationale.
 - 1-1-3 La configuration globale est la phase la plus récente de la mondialisation.
 - 1-2 **Les caractéristiques de la mondialisation les plus significatives sur le plan social**
 - 1-2-1.1 Le développement du commerce mondial et la prolifération des investissements étrangers
 - 1-2-1.2 Le développement des entreprises multinationales et leurs stratégies au niveau global
 - 1-3 **La régionalisation et la polarisation des activités**
 - 1-4 **Le développement des technologies et des modes de communications**
 - 1-5 **La financiarisation des marchés**

2 Les conséquences sociales de la mondialisation

2-1 Les conséquences sociales de la mondialisation par bloc de régions

2-2 Les conséquences sociales des stratégies d'implantation et de relocalisation d'activités

2-2-1 La répartition inégale des richesses

2-2-2 L'augmentation des pertes d'emplois

2-2-3 L'augmentation de la précarité et de la flexibilité

2-2-4 L'augmentation des pauvretés

2-2-5 L'évolution du travail informel v. les effets positifs de la globalisation

Première partie : LES CONFRONTATIONS

Chapitre I Première confrontation : Les autorités de régulation en matière sociale dans la tourmente de la globalisation

2 Concurrence normative et dumping social

2-1 **La concurrence normative en matière sociale et l'« effet Delaware »**

2-2 **Concurrence normative et choix politiques**

2 -Les turbulences et les évolutions aux différents niveaux de régulation

2-1 **Le niveau national et la remise en cause du rôle de l'Etat**

2-1-1 L'impact de la pression concurrentielle sur les acteurs de la régulation au niveau national

2-1-1-1 L'Etat face aux pressions concurrentielles

2-1-1-2 Les pressions exercées sur la négociation collective au plan national

1) Le cadre décentralisé de la négociation

2) Le droit à l'information des représentants des travailleurs

2-1-2 La nécessaire intervention normative au plan national

2-2 **Le niveau régional face à la dimension sociale de la mondialisation**

2-2-1 La spécificité de l'Union européenne comme lieu de régulation de la dimension sociale de la mondialisation

2-2-2 La procédure transnationale de l'espace régional Nord-américain (ANACT)

2-3 Les institutions internationales et leur capacité de régulation des droits des travailleurs

2-3-1 L'émergence de la nouvelle politique de l'OIT

2-3-1-1 La place des normes sociales fondamentales dans le développement économique

2-3-1-2 La remise en cause des mécanismes de l'OIT

- 1) La justice sociale comme idéal, malmenée par la mondialisation
- 2) Le choix de ratification volontaire des conventions
- 3) L'inefficacité des protections garanties par l'OIT

2-3-1-3 La mutation réalisée par la proclamation de la Déclaration des principes et droits fondamentaux au travail en 1998

- 1) La genèse de la Déclaration de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- 2) L'originalité de la Déclaration de 1998

2-3-1-4 Le travail décent, en tant que politique générale du BIT

- 1) L'objectif de la politique relative au travail décent est d'instaurer un travail décent dans tous les pays
- 2) Les programmes d'action relatifs au travail décent partent de la nécessité de coordonner tous les acteurs sur le terrain, afin d'obtenir des résultats concrets

2-3-2 La question de la coordination des institutions internationales en vue de la protection des travailleurs

2-3-3 L'évolution sur la nature des normes élaborées au niveau international

Chapitre II Deuxième confrontation : Diversification et sophistication des techniques de régulation face à la globalisation

1 Les techniques d'harmonisation et de convergence pour réguler la politique sociale dans l'espace transnational

1-1 Le choix de l'harmonisation des normes sociales dans l'Union européenne

1-1-1 L'harmonisation, au sens communautaire

1-1-2 Le bilan de l'harmonisation sociale

1-1-2-1 Trois axes essentiels

- 1) La libre circulation des travailleurs
- 2) L'égalité de traitement et la lutte contre toutes formes de discriminations
- 3) La santé et la sécurité

1-1-2-2 Concrétisation partielle des droits fondamentaux et intervention ponctuelle du droit communautaire dans la relation de travail

- 1) L'information et de la consultation de travailleurs
- 2) La protection des personnes
- 3) La gestion des crises
- 4) Les droits des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire en raison de l'internationalisation des entreprises.

1-1-2-3 L'évaluation de l'acquis social communautaire et son avenir

- 1) Sur l'application effective des directives sociales
- 2) Sur l'avenir de l'harmonisation sociale

1-2 La coopération renforcée et l'objectif de convergence

1-2-1 La Méthode ouverte de coordination (UE)

1-2-1-1 La Stratégie européenne de l'emploi

1-2-1-2 L'évaluation de la Stratégie européenne de l'emploi

1-2-2 Le développement de la MOC

1-2-2 La coopération dans le cadre de l'ANACT (ALENA)

2 Les techniques de régulation développées au sein de l'entreprise transnationale

2-1 L'intérêt de l'élaboration de normes au sein de l'entreprise transnationale sur un mode volontaire

2-2 Signification de la diversité des techniques employées au sein de l'entreprise mondialisée

2-2-1 Lien entre contenu et mode d'élaboration

2-2-2 Lien entre mode d'élaboration et légitimité

2-2-3 Lien entre instruments de la RSE et transnationalité

Chapitre III Troisième confrontation : Le contrôle de l'efficacité des mécanismes de protection des travailleurs

1 Les clauses sociales dans les traités commerciaux internationaux

1-1 L'introduction d'une clause sociale dans l'OMC

1-1-1 Les réactions politiques et le rejet de la clause sociale

1-1-2 L'opportunité de sanctions économiques en cas de violations des normes fondamentales du travail

1-1-2-1 L'approche instrumentale de la clause sociale

1-1-2-2 L'approche fonctionnelle de la clause sociale fondée sur la loyauté des échanges

1) Sur le lien entre le commerce international et les violations des normes sociales fondamentales

2) Sur les conséquences des sanctions économiques

1-2 La clause sociale de l'ANACT

1-2-1 Une sélection contestable

1-2-2 Des conditions d'application très restrictives

1-2-3 Un intérêt procédural

1-3 Les clauses sociales dans les accords bilatéraux

2 Les systèmes de préférence généralisés en tant que conditionnalité positive

3 Les plaintes dénonçant les violations des normes sociales fondamentales

3-1 Les limites des procédures existant dans le cadre de l'OIT et du Conseil de l'Europe

3-1-1 Les plaintes au sein de l'OIT

3-1-1-1 Le mécanisme procédural

3-1-1-2 La question des sanctions

3-1-2 Les plaintes déposées dans le cadre de la procédure de réclamation collective relative aux droits sociaux de la Charte sociale européenne de 1961

3-2 Le renforcement des procédures est-il possible?

Conclusion de la première partie

Seconde partie : LES MUTATIONS

Chapitre I La centralité des droits sociaux fondamentaux

1 La centralité des droits sociaux fondamentaux : un mouvement indiscutable

1-1 Le renforcement des droits sociaux fondamentaux : perspectives générales

1-1-1 Sur le terrain du droit international

1-1-2 Sur le terrain du droit constitutionnel

1-1-3 Sur le terrain de la soft law

1-2 Le renforcement des droits sociaux fondamentaux dans l'Union européenne

1-2-1 La constitution d'un socle de droits fondamentaux

1-2-1-1 L'apport de la CEDH en matière sociale face à la Charte européenne

1-2-1-2 L'apport de la charte de 1989 et de la Charte de Nice de 2000

1-2-2 La portée des droits fondamentaux : la Charte de Nice

1-2-2-1 L'application de la Charte

1-2-2-2 Le rôle de la Charte dans le contexte de la globalisation

2 Les synergies transnationales nécessaires à l'effectivité des droits sociaux fondamentaux

2-1 La fertilisation croisée : un mouvement centripète

2-1-1 Au niveau européen,

2-1-2 Au niveau international,

2-1-2-1 Sur le contenu de la Déclaration

2-1-2-2 Sur l'impact de la Déclaration

2-2 La dissémination : un mouvement centrifuge

2-2-1 Concernant la Déclaration de l'OIT,

2-2-2 Dans le cadre européen

2-3 La coordination des acteurs et des actions

2-3-1 La coordination des acteurs et des actions sur le plan international

2-3-2 L'insuffisance des mécanismes existant pour assurer la concrétisation des droits sociaux fondamentaux en Europe.

3 Le rôle des droits sociaux fondamentaux dans le contexte global

3-1 Une forte contribution à l'idée de Justice sociale

3-1-1 Une focalisation sur les personnes vulnérables au sein de leur communauté locale.

3-1-2 La défense collective des groupes vulnérables, donnée essentielle de la justice sociale.

3-2 Une fonction de régulation économique et sociale

3-2-1 Une fonction de régulation générale

3-2-2 Une fonction de régulation économique

3-2-3 Une fonction de régulation sociale

Chapitre 2 : L'évolution des normes juridiques

A) L'évolution des normes, dictée par les caractéristiques de la mondialisation

B) La diversité des raisons qui justifient l'évolution normative

1 La nécessité et l'insuffisance des règles de droit international privé

1-1 La mobilité des salariés dans le cadre des relations individuelles de travail internationales

1-1-1 L'architecture du contrat de travail international.

1-1-2 Le choix de la loi applicable

1-1-3 Sur le terrain de la compétence juridictionnelle

1-2 La mise à disposition et le détachement dans le groupe ou dans le réseau à l'occasion de la réalisation d'une prestation de services dans l'Union européenne

1-2-1 Les difficultés générales d'articulation entre la loi du pays d'origine et la loi du pays de la prestation de services

1-2-2 La directive du 16 Décembre 1996

1-2-3 La difficulté des contrôles de la situation des salariés détachés et les oppositions à la directive « Bolkenstein »

1-3 Les droits collectifs des salariés mobiles : complexité et inadéquation

2 Les évolutions normatives aux contours incertains

2-1 La responsabilité sociale de l'entreprise et les nouvelles réponses normatives

2-1-1 Les normes élaborées dans le cadre de la RSE, porteuses de synergies nouvelles

2-1-1-1 La RSE et son impact au niveau transnational

2-1-1-2 La RSE et son impact au niveau national

2-1-2 La relation de la RSE, « soft law » avec le cadre de « hard law »

2-2 Le dialogue social européen

3 Les évolutions normatives aux contours innovants

3-1 L'originalité des normes sociales transnationales

3-1-1 Les caractéristiques de ces normes sociales transnationales

3-1-2 Première évaluation de ces normes sociales transnationales

3-2 La négociation transnational

3-2-1 La négociation au sein des comités d'entreprise européens

3-2-2 La négociation au sein des fédérations syndicales internationales

Chapitre III : L'évolution stratégique des acteurs

1-L'exigence d'une évolution malgré des obstacles structurels

Les organisations syndicales dans la tourmente

1-1Le déclin syndical dans le contexte mondialisé et sa conséquence sur la protection des travailleurs

1-1-1La construction nationale des organisations syndicales

1-1-2Les nouveaux champs d'action des organisations syndicales

1-2-L'adaptation des organisations d'employeurs

1-3 L'hétérogénéité de la « société civile »

1-3-1 La question de la légitimité et de la représentativité des membres de la « société civile »

1-3-2La question des fonctions des acteurs de la société civile

1-4 Les blocages des institutions internationales et des gouvernementales

1-4-1 Le développement des concurrences institutionnelles

1-4-2 La perte de pouvoir des autorités étatiques et l'émergence de politiques d'ajustement

2 Les nouvelles expériences d'alliance, de coopération, et d'actions transnationales

2-1 L'apparition d'alliances et coopérations syndicales transnationales

2-1-1 la mise en place de réseaux d'informations

2-1-2 Les coordinations syndicales

2-2 Les pactes tripartites: les synergies mises en place au niveau national

2-2-1 Le développement des pactes tripartites

2-2-2 Le tripartisme élargi

2-3 Les nouvelles actions collectives transnationales

2-3-1 Les campagnes

2-3-2 Les manifestations globales et/ou transnationales

3- Les stratégies judiciaires et la place du juge face aux effets sociaux e la mondialisation

3-1 Des stratégies judiciaires face aux relations transnationales du travail

3-1-1 Les stratégies judiciaires en France et en Europe

3-1-2 Les stratégies judiciaires aux Etats-Unis

3-2 La place du Juge face aux différents niveaux et modes de régulation

Conclusion de la deuxième partie

Conclusion générale